

MEDEF Actu-Eco - n° 301

Direction des Etudes

Semaine du 02 au 06 octobre 2017



SOMMAIRE

FRANCE

1. **Dette publique au deuxième trimestre 2017** : plus de 99% du PIB, soit 2 231 milliards d'euros (+ 60 milliards sur un an)
2. **Dépenses de consommation des ménages en biens en août 2017** : repli sur un mois (-0,3%), ralentissement sur un an (+1,2%)
3. **Prix à la consommation en septembre 2017** : repli sur un mois, accélération sur un an (+1,0%)
4. **Classement mondial de la compétitivité 2017-2018** : la France au 22ème rang, et au 10ème rang de l'Union européenne

EUROPE

5. **Climat économique en Europe en septembre 2017** : indice au plus haut depuis l'été 2007, amélioration de la confiance des entreprises dans tous les secteurs (à l'exception des services), optimisme des ménages

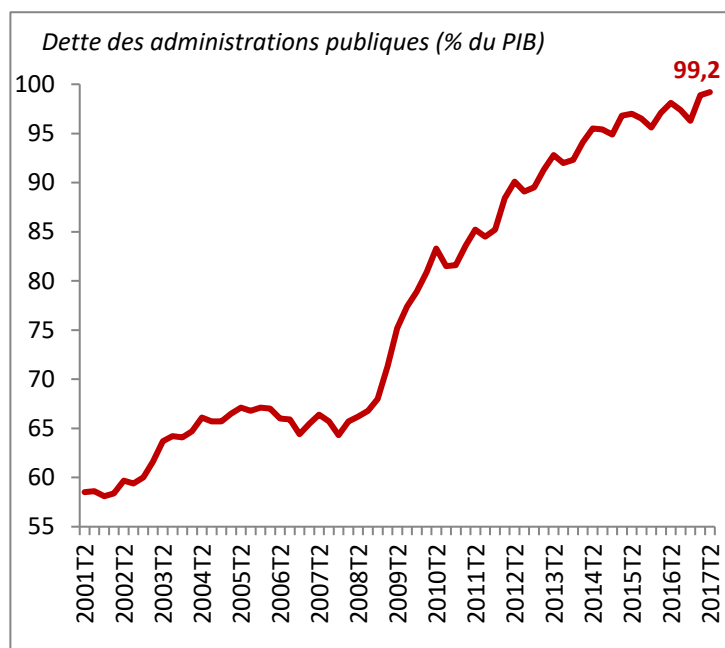
INTERNATIONAL

6. **Croissance du PIB américain au deuxième trimestre 2017** : accélération (+3,1% en rythme annualisé) portée par la demande intérieure et les échanges extérieurs.
7. **Tendance récente des marchés** : remontée de l'euro face à la livre, indices boursiers en hausse, baisse de l'or et du baril de Brent

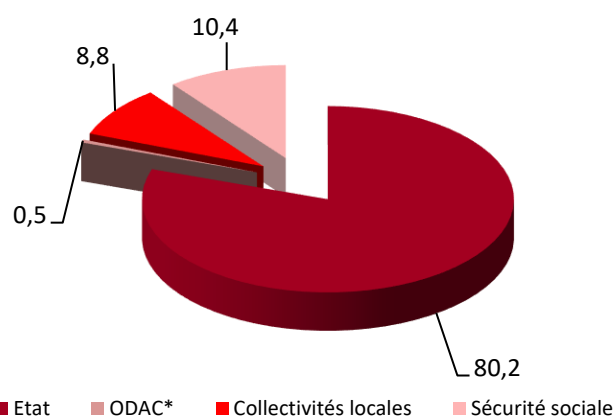
1. Dette publique au deuxième trimestre 2017 : plus de 99% du PIB, soit 2 231 milliards d'euros (+ 60 milliards sur un an)

*La **dette publique au sens de Maastricht** (dette brute) s'est établie à **2 231,7 milliards d'euros au deuxième trimestre 2017**, soit +22,0 milliards par rapport au premier trimestre et +60,5 milliards d'euros par rapport au deuxième trimestre 2016.

Elle représente désormais **99,2% du PIB contre 98,1% un an plus tôt** (+1,1 point). Elle est composée à plus de 80% de l'endettement de l'Etat (1790,4 milliards d'euros).



Répartition de la dette publique par sous-secteur (% , 31 décembre 2015)



* Organismes divers d'administration centrale

Source : INSEE

***Sur un an, la dette publique s'est alourdie de +60,5 milliards d'euros**, du fait principalement de la hausse de l'endettement de l'Etat (+65,9 milliards d'euros). La dette des administrations

publiques locales n'a augmenté « que » de +2,8 milliards d'euros. Celle des administrations de sécurité sociale a diminué de -1,0 milliard d'euros.

Milliards d'euros	T2 2016	T3 2016	T4 2016	T1 2017	T2 2017	T2 2017 - T1 2017	T2 2017 - T2 2016
Ensemble des administrations publiques	2171,2	2161,0	2147,4	2209,7	2231,7	+22,0	+60,5
En pourcentage du PIB	98,1	97,4	96,3	98,9	99,2	+0,3	+1,1
Etat	1724,5	1722,2	1709,9	1759,4	1790,4	+31,0	+65,9
Organismes divers d'adm. centrale	18,7	17,2	12,7	11,7	11,5	-0,2	-7,2
Administrations publiques locales	194,7	193,1	199,6	198,4	197,5	-0,9	+2,8
Administrations de sécurité sociale	233,3	228,5	225,2	240,2	232,4	-7,9	-1,0

2. Dépenses de consommation des ménages en biens en août 2017 : repli sur un mois (-0,3%), ralentissement sur un an (+1,2%)

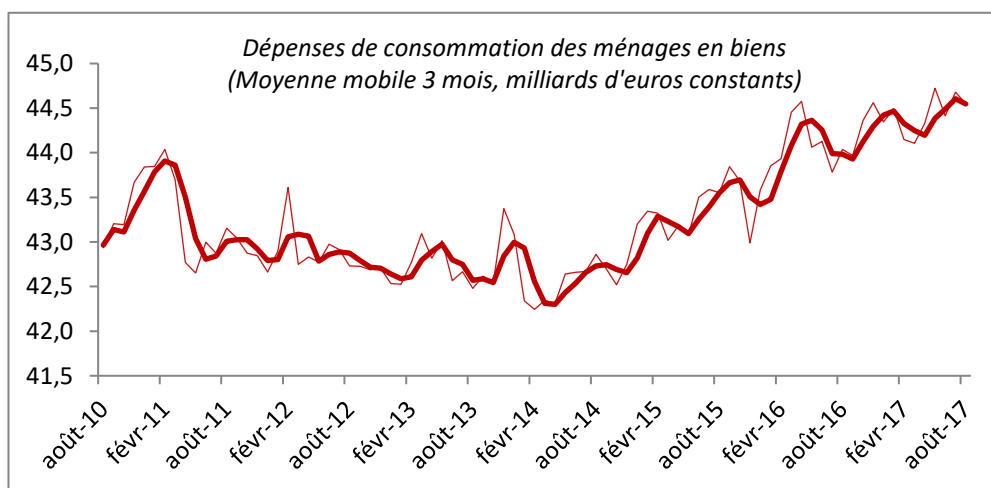
*** Les dépenses de consommation des ménages en biens** (en volume, CVS-CJO) se sont **repliées en août 2017 (-0,3%, après +0,6% en juillet)**.

Ce repli s'explique d'une part par la baisse de la consommation en énergie et par celle en produits alimentaires, et d'autre part par le ralentissement des achats de « biens fabriqués » :

- la **consommation en énergie a reculé pour le troisième mois consécutif** (-0,2% après -0,4% en juillet et -0,2% en juin). Les dépenses en produits raffinés sont restées quasi inchangées (-0,1%), « la hausse de la consommation d'essence atténuant l'incidence du repli du fioul et du gazole » ;
- les **dépenses de produits alimentaires ont « nettement reculé »** (-1,0% après +0,5% en juillet), « tant dans les produits non transformés (fruits, légumes) que dans les produits agroalimentaires (viande, produits laitiers) ». La consommation de boissons a également diminué ;

- les **achats de « biens fabriqués » ont augmenté plus modérément qu'en juillet** (+0,3% après +1,0%), en raison notamment d'un ralentissement « marqué » des dépenses en habillement-textile (+0,4% après 3,3%). La consommation de biens durables a continué de progresser pour le quatrième mois consécutif à un rythme néanmoins un peu moins soutenu qu'en juillet (+0,3% après +0,6%) : ce ralentissement s'explique par une stagnation des achats de biens d'équipements (après une hausse de +2,5% en juillet) qui n'a pas été compensée par le rebond des dépenses en matériels de transport (+0,4% après -0,6%).

*** En glissement sur un an, les dépenses des ménages ont ralenti** (+1,2% après +2,1%) sous l'effet principalement du recul de la consommation d'énergie (-0,3% après +0,7%) et des achats de produits alimentaires (-0,3% après +1,1%). Les achats de biens fabriqués ont continué d'augmenter à un rythme cependant légèrement plus ralenti qu'en juillet (+3,0% après +3,4%).



Source : INSEE

*** Sur les trois derniers mois connus (juin, juillet et août), les dépenses de consommation des ménages ont augmenté (+0,4%)** par rapport au trois mois précédents (mars, avril et mai). Ce sont les dépenses en énergie (+2,2%) qui ont tiré vers le haut la consommation des ménages, celles de « biens fabriqués » ne progressant que plus modérément (+0,5%). Les dépenses alimentaires ont en revanche reculé (-0,6%).

*** Sur un an, les dépenses des ménages sur les trois derniers mois connus ont enregistré une croissance de +1,3%.** Cette progression recouvre une hausse des dépenses de biens fabriqués de +2,0% (notamment +4,3% pour les achats d'automobiles), de +0,4% pour les produits alimentaires et de +1,3% pour les produits énergétiques.

3. Prix à la consommation en septembre 2017 : repli sur un mois, accélération sur un an (+1,0%)

* Selon les chiffres provisoires récemment publiés par l'INSEE, **l'indice des prix à la consommation en septembre se serait replié de -0,1%** en données corrigées des variations saisonnières. **Sur un an, l'indice des prix à la consommation aurait accéléré, de +0,9% en août à +1,0%.**

* Cette accélération en glissement annuel recouvrerait :

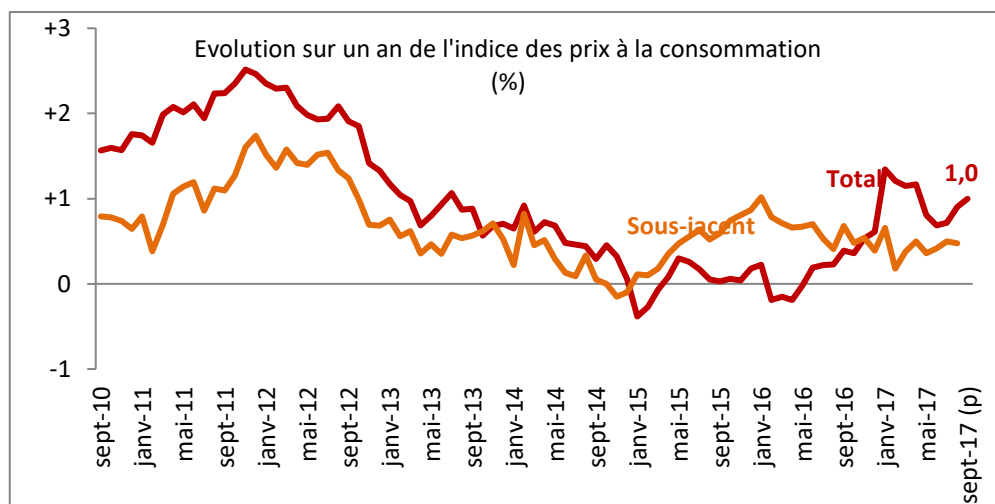
- **une nouvelle accélération des prix de l'énergie** (+5,1% après +4,8% en août et +1,9% en juillet) dans le sillage notamment du rebond des cours du pétrole sur un an : en septembre en effet, le cours moyen du baril de Brent a été de 55,3 dollars contre 47,6 dollars en septembre 2016 (soit une hausse de +16,1%). A noter que si les résultats provisoires de l'INSEE venaient à être confirmés, il s'agirait du douzième mois consécutif de hausse des prix dans le secteur de l'énergie ;

- **une accélération des prix des produits alimentaires** (+1,0 % après +0,6% en août) s'expliquant par le redressement des prix des **produits frais** (+1,4% après -0,8%). L'inflation des « autres produits alimentaires » se serait maintenue (+0,9% après +0,8% en août et juillet) ;

- **une quasi-stabilité de la hausse des prix des services** (+1,1% après +1,2%) ;

- un **nouveau recul des prix des biens manufacturés** (-0,4%, après -0,7% en août).

* Les données sur **l'inflation sous-jacente** - hausse des prix hors tarifs publics (électricité, gaz, tabac, etc.) et produits à prix volatiles (produits pétroliers, produits laitiers, viande, etc.) - ne sont pas encore disponibles pour le mois de septembre (publication prévue le 12 octobre). **En août**, elle était restée stable sur un mois et **avait progressé de +0,5% en glissement annuel.**



Source : INSEE

4. Classement mondial de la compétitivité 2017-2018 : la France au 22^{ème} rang et au 10^{ème} rang de l'Union européenne

* Le World Economic Forum a publié son dernier rapport **Global Competitiveness Report** pour 2017-2018. **Cette étude établit le classement mondial des pays les plus compétitifs, sur la base de douze « piliers »** : institutions, infrastructures, environnement macroéconomique, santé et éducation primaire, enseignement supérieur et formation, efficacité du marché des biens, efficacité du marché du travail, développement du marché financier, maturité technologique, taille du marché, « sophistication des entreprises » (qualité des réseaux d'entreprise, qualité du management, services marketing), innovation.

* La Suisse occupe toujours la tête du classement (n°1 sur 137 pays), suivie des Etats-Unis et de Singapour. **La France a perdu une place et se situe désormais à la 22^{ème} place (loin de sa place de 2010 (15^{ème} rang))**. L'Allemagne se situe à la 5^{ème} place, comme l'année dernière, tandis que le Royaume-Uni a reculé d'un rang (8^{ème}).

La France se situe au 10^{ème} rang de l'Union européenne, loin derrière les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore la Finlande, mais devant l'Espagne et l'Italie.

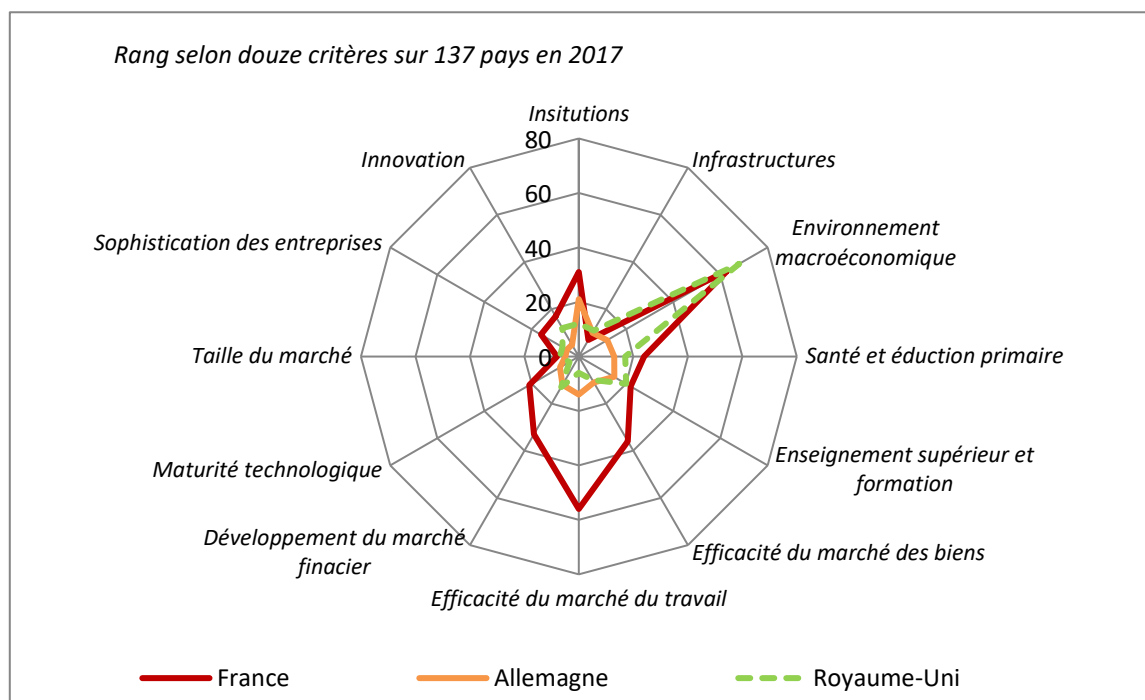
Classement des économies les plus compétitives du monde

Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays	Rang 2017	Pays
1	Suisse (=)	7	Suède (-1)	16	Israël (+8)	34	Espagne (-2)
2	Etats-Unis (+1)	8	Royaume-Uni (-1)	20	Belgique (-3)	38	Russie (-5)
3	Singapour (-1)	9	Japon (-1)	22	France (-1)	40	Inde (-1)
4	Pays-Bas (=)	10	Finlande (=)	24	Irlande (-1)	43	Italie (-1)
5	Allemagne (=)	11	Norvège (=)	26	Corée (=)	61	Afrique du Sud (-14)
6	Hong Kong (+3)	12	Danemark (=)	27	Chine (+1)	80	Brésil (+1)

Source : The Global Competitiveness Report 2017-2018 – World Economic Forum

* S'agissant de la situation de la France, l'édition 2017-2018 du *Global Competitiveness Report* met en avant les points suivants :

- **la France est moins bien classée que l'Allemagne dans les douze « piliers », à l'exception des infrastructures** (7^{ème} rang, comme en 2016, contre 10^{ème} pour l'Allemagne), qui demeurent un de ses avantages concurrentiels. A noter toutefois qu'elle est au 18^{ème} rang pour la qualité de ses infrastructures aéroportuaires (13^{ème} en 2016) et au 27^{ème} rang pour la qualité de ses infrastructures portuaires (23^{ème} en 2016) ;
- **la France est moins bien classée que le Royaume-Uni sur dix « piliers »**. Les deux piliers sur lesquels elle est plus compétitive sont les infrastructures (7^{ème} rang contre 11^{ème}) et l'environnement macroéconomique (63^{ème} rang contre 68^{ème}) ;
- son recul d'un rang dans le classement mondial de la compétitivité s'explique principalement par la **dégradation de sa compétitivité** dans les piliers « **santé et éducation primaire** » (+5 places au 24^{ème} rang), « **efficacité du marché des biens** » (+5 places au 36^{ème} rang), « **efficacité du marché du travail** » (+5 places au 56^{ème} rang) et « **maturité technologique** » (+5 places au 21^{ème} rang) ;
- **son plus mauvais point reste son environnement macroéconomique** (63^{ème} rang contre 67^{ème} en 2016) en raison de la lourdeur de la dette (120^{ème} rang) et d'une convergence budgétaire trop lente (76^{ème} rang pour le sous pilier solde budgétaire) ;
- enfin, point alarmant, **mis à part le pilier « environnement économique »** (pilier point faible, Cf. supra), **la compétitivité de la France ne s'est pas améliorée sur les onze autres piliers** : neuf ont reculé et deux sont restés identiques (infrastructure et innovation).



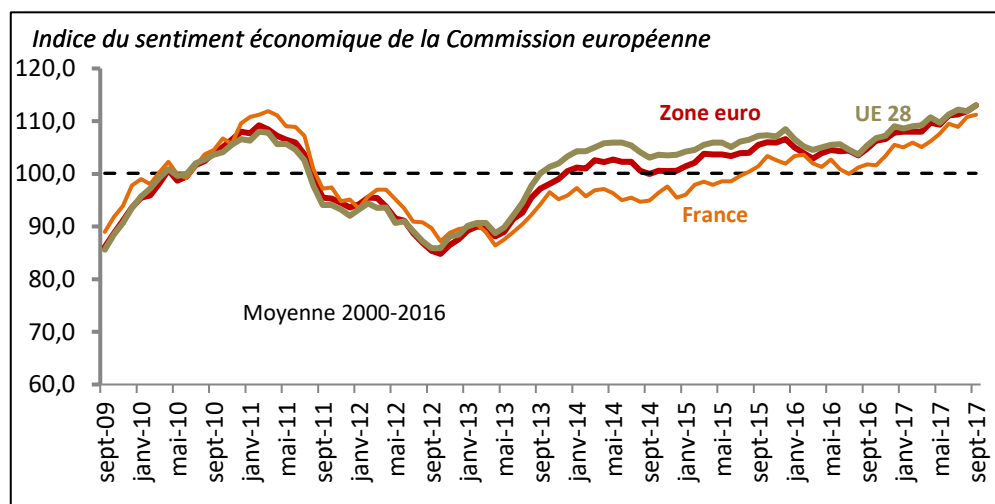
Source: The Global Competitiveness Report 2017-2018 – World Economic Forum

Lecture : plus la courbe est proche du centre du graphique, meilleur est le classement du pays en termes de compétitivité

5. Climat économique en Europe en septembre 2017 : indice au plus haut depuis l'été 2007, amélioration de la confiance des entreprises dans tous les secteurs (à l'exception des services), optimisme des ménages

*La Commission européenne a publié son dernier **indice synthétique du « sentiment économique »** (*ESI – Economic sentiment indicator*), indicateur de confiance à la fois des entreprises et des consommateurs.

Il s'est amélioré en septembre 2017 dans l'Union européenne comme dans la zone euro (rythme de progression identique +1,1 point) pour **atteindre un plus haut depuis l'été 2007** (113,0, niveau également similaire).



Source : Commission européenne

* L'amélioration du « sentiment économique » **au sein de l'Union européenne** s'explique par le rebond des indices de confiance des entreprises dans le secteur de la construction (+2,7 points après -1,4 en août), dans le commerce de détail (+2,6 points après -4,4) et dans l'industrie (+1,3 point après -0,1). Dans les services en revanche, il a reculé (-0,4) après trois mois consécutif d'orientation positive. L'indice de confiance des consommateurs a légèrement progressé (+0,7 point) après avoir stagné en août et juillet.

*En **zone euro**, toutes les composantes de « l'indicateur du sentiment économique » ont enregistré une hausse en septembre :

- **la confiance des entreprises du secteur industriel a continué de s'améliorer** (+1,6 point, dixième mois consécutif de hausse) notamment du fait de « perspectives de production toujours très bien orientées » et d'une « amélioration de l'évaluation du niveau actuel des carnets de commandes ». **La**

confiance des industriels de la zone euro est au plus haut depuis le premier trimestre 2011 ;

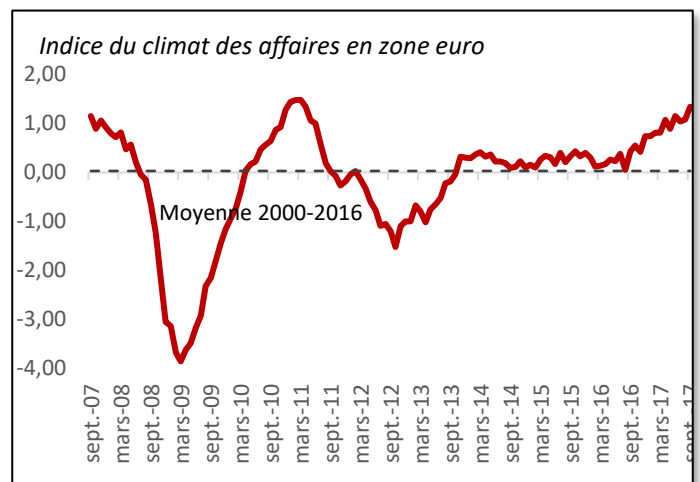
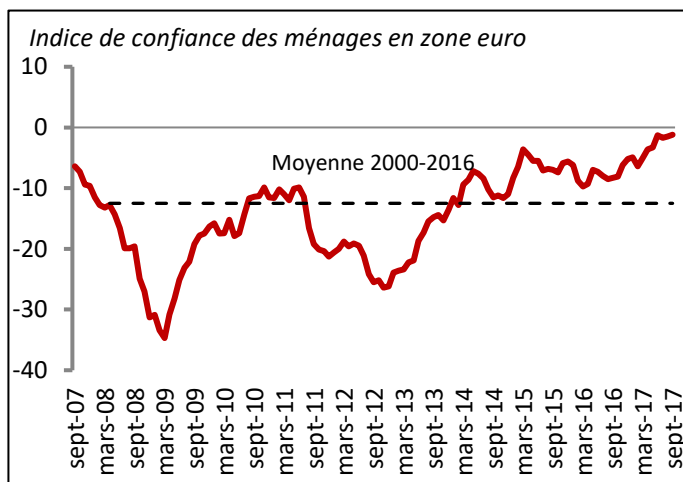
- dans le **commerce de détail**, l'indice de confiance des entreprises a rebondi (+1,6 point après -1,5 en août) sous l'effet d'une meilleure appréciation par les détaillants de leur situation actuelle ;
- dans la **construction**, l'accélération de l'indicateur de confiance (+1,6 point) a été alimentée par « la révision haussière du niveau des carnets de commandes » des entrepreneurs qui ont relevé leurs attentes en matière d'emploi ;
- l'indice de confiance des entreprises du **secteur des services** a légèrement ralenti (+0,2 point après +0,9 en août) mais demeure sur une tendance positive depuis quatre mois ;
- la **confiance du consommateur demeure quasi inchangée** (+0,3 point) **au plus haut depuis seize ans.**

* S'agissant des **principaux pays de la zone euro**, il ressort de l'enquête :

- une amélioration du sentiment économique en Autriche (+4,1 points), au Portugal (+2,4 points), aux Pays-Bas (+1,9 point), en Italie (+1,8 point) et en Belgique (+1,0 point) ;
- une relative stabilité en Espagne (+0,6 point), en Allemagne (+0,5 point) et en France (+0,4 point).

Hors zone euro, l'indicateur de confiance s'est amélioré en Suède (+1,8 point) et surtout en République Tchèque (+3,7 points) mais s'est dégradé pour le deuxième mois consécutif au Royaume-Uni (-0,4 point).

* Dans le même temps, la Commission européenne a publié **l'indice du climat des affaires en zone euro**. Il confirme l'orientation haussière du « sentiment économique » des entreprises, l'indice ayant augmenté de +0,26 point pour s'établir toujours plus au-dessus de sa moyenne de longue période.

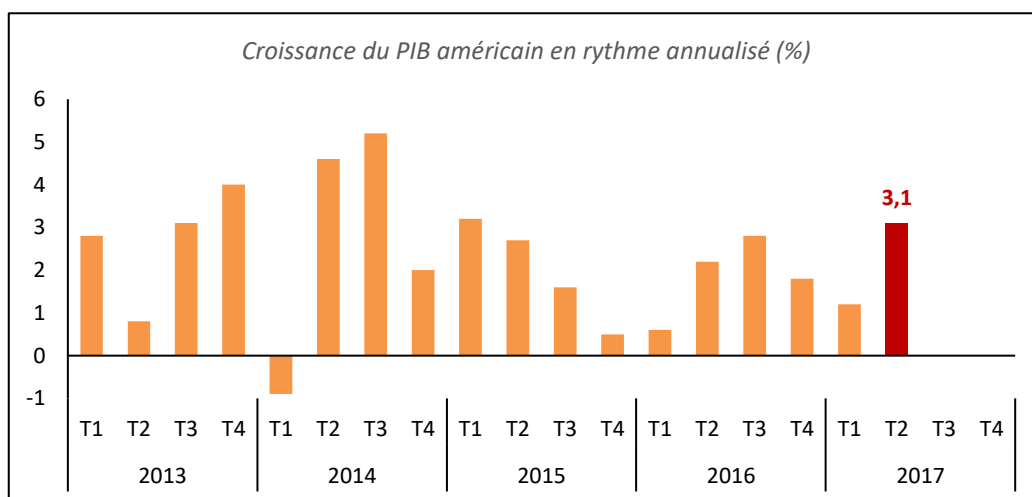


Source : Commission européenne

6. Croissance du PIB américain au deuxième trimestre 2017 : accélération (+3,1% en rythme annualisé) portée par la demande intérieure et les échanges extérieurs.

* Le Département du Commerce américain a publié sa **troisième et dernière estimation de la croissance américaine** pour le deuxième trimestre. **Le PIB américain a ainsi progressé de +3,1%** (rythme annualisé et corrigé des variations saisonnières) **après +1,2% au premier trimestre**.

Cette estimation est supérieure aux deux premières (respectivement +2,6% et +3,0%). Par ailleurs, il s'agit du **rythme de croissance le plus soutenu depuis le premier trimestre 2015**.



Source : Département du commerce américain

* La croissance américaine a été principalement portée par la demande intérieure :

- **la consommation des ménages** (qui représente structurellement plus des deux tiers de l'activité économique aux Etats-Unis) **a franchement accéléré** (+3,3% après +1,9% au premier trimestre) : les achats de biens ont bondi (+5,4% après +0,7%) tandis que ceux de services ont légèrement ralenti (+2,3% après +2,5%) ;
- après sa chute du premier trimestre, **l'investissement s'est redressé et a enregistré une croissance de +3,9%**. En

particulier, **l'investissement des entreprises en biens d'équipements a accéléré de +8,8%** (après +4,4% au premier trimestre), son rythme le plus élevé depuis le troisième trimestre 2015. L'investissement des entreprises en propriété intellectuelle a ralenti (+3,7% après +5,7%).

Les exportations américaines ont continué de progresser plus rapidement que les importations (respectivement +3,5% et +1,5%), la promotion du commerce extérieur et la réduction du déficit commercial étant l'un des chevaux de bataille de l'Administration Trump.

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

évolution en %	T2 2016	T3 2016	T4 2016	T1 2017	T2 2017
PIB	2,2	2,8	1,8	1,2	3,1
Consommation des ménages	3,8	2,8	2,9	1,9	3,3
Biens	6,0	3,2	4,7	0,7	5,4
Services	2,8	2,7	2,1	2,5	2,3
Consommation des administrations publiques	-0,9	0,5	0,2	-0,6	-0,2
Investissement total (FBCF)	-2,7	2,4	8,5	-1,2	3,9
Exportations	2,8	6,4	-3,8	7,3	3,5
Importations	0,4	2,7	8,1	4,3	1,5

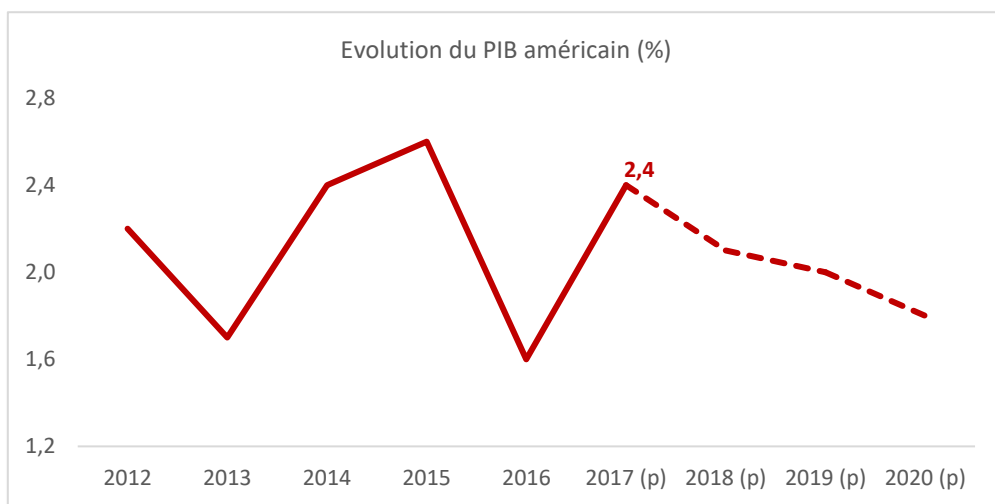
Source : Département du commerce américain

* Si le rythme de la croissance américaine a été soutenu au deuxième trimestre, **il sera en tout état de cause difficile d'atteindre une croissance annuelle de +3,0% en 2017** comme le souhaite l'Administration Trump. Tout d'abord parce que les chiffres du premier trimestre ont été relativement décevants (sur le premier semestre, la croissance américaine a été de +2,1%) ; deuxièmement parce que le PIB pourrait ralentir au troisième trimestre (première estimation publiée le 27 octobre prochain) en raison notamment « *des ouragans successifs qui ont frappé les Etats-Unis ces dernières semaines* » (Donald Trump).

Dans ses prévisions de septembre, **la Banque centrale américaine a estimé que le PIB pourrait croître de +2,4% en 2017** (+2,2% dans sa précédente prévision de juin). Selon elle « *les ruptures d'activités et la reconstruction liées aux ouragans affecteront l'économie à court terme* ».

A partir de 2018, selon la Fed, **la croissance américaine pourrait nettement ralentir** (+2,1%) pour converger progressivement vers +1,8% à horizon 2020.

Prévision de croissance du PIB américain



Sources : Département du commerce américain, Federal Reserve

7. Tendance récente des marchés : remontée de l'euro face à la livre, indices boursiers en hausse, baisse de l'or et du baril de Brent

